

Étude des crédits 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION

Ministère du Travail



ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Ministère du Travail

Renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

Numéro	Renseignements particuliers 2023-2024 - 3 ^e groupe d'opposition
1	Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2023-2024.
2	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2023-2024.
3	Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
8	Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
10	Effectif du ministère du Travail rattaché au Bureau des permis.
11	Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
12	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2018-2019 qui n'ont pas été reconduits en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis
13	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2023-2024.
14	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023. Prévisions pour 2023-2024.
15	Liste de tous les conflits de travail en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.
16	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.
17	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail.
18	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte de la loi sur les normes du travail. Liste des rencontres et des consultations.
19	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations.
20	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations.
21	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.
22	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum.
23	Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum.
24	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits.
26	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.
27	Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
28	Depuis décembre 2015, nombre de dossiers liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .
29	Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer : a. la nature ou l'objet du contrat; b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre); c. une copie du contrat; d. une copie du résultat; e. le coût du contrat.

Numéro	Renseignements particuliers 2023-2024 - 3 ^e groupe d'opposition
30	Liste des projets informatiques depuis 10 ans : a. évolution des coûts pour chacun des dossiers; b. nombre de consultants externes et coûts associés; c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2022-2023), pour l'informatique et les technologies de l'information; d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
31	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
32	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
33	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
34	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.
35	État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
36	Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main- d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.
38	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
39	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.
40	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.
41	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
42	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.
43	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations
44	Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.
45	État d'avancement concernant des modifications législatives pour encadrer le travail bénévole dans le secteur de la construction.
46	Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.
47	Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.
48	Liste et copie des avis réalisés par le CCTM au cours des cinq dernières années en lien avec la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail.
49	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte.
50	Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis cinq ans. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants : a. nom et adresse de l'entreprise; b. date de l'avis ou de la fermeture; c. type ou secteur d'activité de l'entreprise; d. nombre total d'employés de l'entreprise; e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement; f. motifs du licenciement.
51	Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.
52	Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis cinq ans et prévisions pour 2022-2023.
53	Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des cinq dernières années.
54	Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis cinq ans, par année financière.

Numéro	Renseignements particuliers 2023-2024 - 3 ^e groupe d'opposition
55	Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis cinq ans, par année financière.
56	Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la <i>Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</i> depuis cinq ans, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.
57	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis cinq ans, par année financière.
58	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis cinq ans, par année financière, et les prévisions pour 2023-2024.
59	Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis cinq ans, par année financière; fournir les prévisions pour 2023-2024.
60	Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestation, depuis cinq ans, par année financière.
101	Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, une liste des demandes d'arbitrage.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Ministère du Travail

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3^e GROUPE D'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2022 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

5. Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
-

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

6. Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :
- a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b. la liste des membres du conseil d'administration;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
 - d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation. **(CCQ, CNESST, TAT, RBQ)**
7. Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :
- a. des frais de déplacement;
 - b. des frais de représentation;
 - c. des frais de repas;
 - d. des frais de voyage;
 - e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc. **(CCQ, CNESST, TAT, RBQ)**
9. Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région. **(CCQ, CNESST, TAT, RBQ)**
25. Liste des projets ou des activités liés au Plan Nord et à la stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail. **(Société du Plan Nord)**
37. État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976. **(Ministère des Affaires municipale et de l'Habitation)**
-

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

4. Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*, et ce, depuis cinq ans.
61. État de situation en date du 31 mars 2022 de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail, publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-01

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ¹). Fournir également les prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

Pour l'ensemble des éléments du portefeuille Travail, Emploi et Solidarité sociale :

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023, s'élèvent à 77 956,0 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k\$)	Interne	Externe	MCN	Total
	27 371,0	17 178,2	33 406,8	77 956,0

Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023, les investissements se détaillent comme suit :

Dépenses en investissement (k\$)	Interne	Externe	MCN	Total
	7 414,6	3 100,9	513,3	11 028,8

¹ Comprend les dépenses du ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) et d'Infrastructures technologiques Québec (ITQ). Le CSPQ n'existe plus.

SOURCE : Direction générale des ressources financières et contractuelles -
Direction de l'expertise budgétaire et financière –
Service du coût de revient du financement et des investissements - MESS

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-02

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

Aucune compression n'a été demandée par le Conseil du trésor au ministère du Travail en 2022-2023.

SOURCE :

Direction générale des ressources financières et contractuelle
Direction de l'expertise budgétaire et financière/Service de l'expertise
budgétaire - MESS

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

2023-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Exposé et statistiques :

Vous référez à l'annexe.

SOURCE : BSM-Secrétariat général

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03 – Annexe 01

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la participation à ces comités englobent les frais annuels de transport, d'hébergement, de repas ou de visioconférence, s'il y a lieu, pour l'ensemble des participants du ministère. Ils sont prévus à l'intérieur des activités régulières du ministère.

Cette liste n'inclut pas :

- les comités formés du ministère et d'un seul autre ministère ou organisme visant la mise en œuvre d'une entente administrative;
- les comités opérationnels émanant de comités plus stratégiques;
- les conseils d'administration.

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité directeur Accès-construction	<p>Mandat : Lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction. Il est coordonné par le MTRAV. Il relève d'un comité stratégique qui est coordonné par le ministère des Finances.</p> <p>Principaux biens livrables : Établir les orientations et les priorités d'action pour lutter contre l'évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales dans le secteur de la construction; Assurer et optimiser l'échange d'information entre les MO.</p>	MTRAV	17	MESS (incluant le RE); Revenu Québec; CCQ; RBQ; DPCP; MFQ; CNESST; AMP	0 \$
Table de coordination interministérielle sur les travailleurs étrangers temporaires (TET)	<p>Mandat : Coordonner l'action du gouvernement du Québec dans le cadre de divers dossiers relatifs aux TET. Plus concrètement, il s'agit pour ses membres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De mener des travaux en vue de répondre aux différentes demandes adressées au gouvernement du Québec par ses différents partenaires; • D'assurer la collaboration interministérielle et la cohérence des actions du gouvernement du Québec dans les dossiers en lien avec les TET incluant leur protection; • De partager de l'information pertinente et échanger sur divers enjeux ou autres thématiques d'actualité en lien avec les TET. 	MIFI	20	MIFI, MTRAV, MESS, MAPAQ, MSSS, CNESST, SHQ	0 \$
Comité interministériel sur les droits de la personne	<p>Mandat : Positionner, renforcer et faire connaître de l'action du gouvernement du Québec en matière de droits de la personne.</p>	MRIF	17	MAMH, MEQ, MES, MFA, MIFI, MJQ, MRIF, MSP, MSSS, MEI, OPHQ, SAA, SCF, SHQ, SQRC, MCE (Bureau de lutte contre le racisme), MTRAV	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel sur la révision des critères de détermination du salaire minimum	<p>Mandat : Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.</p> <p>Principaux biens livrables : Donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.</p>	MTRAV	14	MESS; MFQ; CNESST; SCF; SCT; MEI	0 \$
Association canadienne de la législation ouvrière (ACALO)	<p>Mandat : L'Association compte parmi ses objectifs les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) encourager la collaboration parmi les membres; b) favoriser l'étude et l'échange d'opinions et d'expériences sur l'exécution et la mise en application de la législation ouvrière; c) encourager les recherches sur des questions se rapportant à l'activité des ministères du Travail; d) favoriser l'excellence dans la mise en application de la législation ouvrière. 	Gouvernement fédéral	28	MTRAV (BSM)	0 \$
Comité interministériel sur la conciliation travail-famille-études et sur la précarisation financière des personnes proches aidantes	<p>Mandat : En matière de conciliation emploi-famille-études et de précarisation financière en lien avec les tâches des personnes proches aidantes, favoriser le partage d'information et la discussion, susciter une réflexion interministérielle sur des leviers et des actions potentielles, identifier les besoins de connaissances, établir une vision commune des actions à réaliser et recommander des actions en prévision d'un 2e plan d'action gouvernementale.</p> <p>Principaux livrables : Proposer et mettre en œuvre des actions concertées qui répondent aux besoins des personnes proches aidantes.</p>	MSSS	16	MTRAV (DPT), MESS (DPLPAC), CNESST, MFA, MEQ, MES, OPHQ, Retraite Québec, MFQ, SAJ, SCF	0 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-08

Titre :

Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.

Exposé et statistiques :

Seules les associations patronales et syndicales visées par la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20) peuvent obtenir un permis de service de référence de main-d'œuvre.

Les critères d'octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, lequel a été édicté le 28 novembre 2012. En plus de remplir le formulaire de demande de permis, le demandeur doit fournir les documents suivants, qui doivent être transmis au Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre :

1. l'acte de constitution de l'association;
2. ses règlements et statuts;
3. un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
4. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
5. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
6. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

Titre :

Effectif du ministère du Travail rattaché au Bureau des permis.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023, une employée à temps complet est rattachée au Bureau des permis afin d'en assurer les mandats. Par ailleurs, une directrice, une professionnelle ainsi qu'une technicienne en administration effectuent des tâches à temps partiel pour le Bureau des permis, tout en assumant d'autres responsabilités au ministère.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-11

Titre :

Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023, le Bureau des permis a reçu sept demandes de renouvellement de permis. Ces associations respectaient l'ensemble des conditions. Un permis personnalisé valide pour trois ans leur a donc été délivré.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre

DATE : 2023-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-12

Titre :

Pour tous les programmes du Ministère, donner le détail des crédits existants en 2022-2023 qui n'ont pas été reconduits en 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Exposé et statistiques :

Tous les crédits existants en 2022-2023 ont été reconduits en 2023-2024.

SOURCE : DGRFC-DEBF-SEB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-13

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024.

Exposé et statistiques :

Les renseignements sont disponibles dans le Budget de dépenses 2023-2024.

SOURCE : DGRFC-DEBF-SEB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-14

Titre :

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023. Prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

Au cours de l'exercice financier 2022-2023, le ministère du Travail n'a mis en œuvre aucune nouvelle mesure.

SOURCE : DGRFC-DEBF-SEB

COLLABORATION :

DATE : 2023-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-15

Titre :

Liste de tous les conflits de travail en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.

Exposé et statistiques

Liste de tous les arrêts de travail, du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023, dans lesquels une intervention en médiation-conciliation a eu lieu et le nombre de rencontres avec les parties.

Voir l'annexe jointe.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail

COLLABORATION : Direction des études et de l'information sur le travail

VALIDATION :

DATE : 2023-04-05

Conflits de travail secteurs public et parapublic

Employeur principal	Nom du syndicat	Statut de l'arrêt de travail	Date assignation	Nb total rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date des arrêts de travail	Date conclusion	Conclusion
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Syndicat des travailleuses et travailleurs uni-es de BAnQ - CSN	Grève	2021-06-22	24	2023-02-14	2023-02-18	sans objet	sans objet	en cours
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Cdpdj)	Syndicat des employé(e)s de la Commission des droits de la personne et des droits de la Jeunesse (SECDPDJ)	Grève	2022-07-19	3	2022-06-16	2022-07-06	sans objet	2022-09-01	Entente conclue en conciliation
Commission des services juridiques	Syndicat des avocats de l'Aide Juridique de Montréal	Grève	2022-09-19	4	2022-05-24	2022-06-28	2022-05-24 / 2022-06-06 au 2022-06-07 / 2022-06-27 / 2022-06-28 / 2022-09-08	sans objet	en cours

École nationale de police du Québec	Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec inc.	Grève	2022-12-19	3	2022-12-15	2022-12-16	sans objet	sans objet	en cours
Héma-Quebec	Syndicat du personnel infirmier d'Héma-Quebec (SPI - CSQ)	Grève	2021-12-14	26	2022-07-06	sans objet	2022-07-06 / 2022-09-27 au 2022-09-28 / 2022-10-19 / 2023-01-18 / 2023-03-13 / 2023-03-31	sans objet	en cours
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Syndicat des enseignantes et enseignants de l'ITHQ - CSN	Grève	2022-10-26	15	2023-01-16	2023-01-18	sans objet	sans objet	en cours
Institut national de santé publique du Québec	Fédération des syndicats de professionnelles et professionnels de la santé et des services sociaux du Québec - CSQ	Grève	2022-09-13	5	2022-11-28	2022-11-30	sans objet	2022-12-12	Entente conclue en conciliation
Société des casinos du Québec inc.	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3939	Grève	2022-03-18	12	2022-05-14	2022-08-28	2022-05-14 / 2022-05-15 / 2022-05-21 au 2022-08-28	2022-08-12	Entente conclue en conciliation

Société des loteries du Québec	Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec	Grève	2022-08-01	13	2022-08-06	2022-09-13	du 2022-08-06 au 2022-08-16/ du 2022-09-10 au 2022-09-13	2022-11-22	Entente conclue en conciliation
Société québécoise des infrastructures	Syndicat des employées et employés de la Société québécoise des infrastructures, section locale 2929 du SCFP	Grève	2022-06-29	13	2023-02-08	2023-02-22	le 2023-02-08 et le 2023-02-22	sans objet	en cours
Société québécoise du cannabis (SQDC)[1]	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 5420	Grève	2022-03-02	20	2022-04-28	-	sans objet	sans objet	en cours
Société québécoise du cannabis (SQDC)[2]	Syndicat des employées et employés de la Société québécoise du cannabis – CSN	Grève	2022-02-22	14	2022-06-08	2022-06-23	sans objet	2022-06-27	Entente conclue en conciliation

Conflits de travail autres secteurs									
Employeur principal	Nom du syndicat	Statut de l'arrêt de travail	Date assignation	Nb total rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date des arrêts de travail	Date conclusion	Conclusion
6300 Transcanada Montreal Hospitality inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'hôtel Quality Suites Pointe-Claire (CSN)	Grève	2021-10-21	2	2022-05-15	2022-05-31	2022-05-15 au 2022-05-16 / 2022-05-29 au 2022-05-31	2022-06-30	Entente conclue en conciliation
Agiska coopérative	Syndicat des salariés de Comax (CSD)	Grève	2022-06-23	7	2022-09-01	2022-09-01	sans objet	2022-10-13	Entente conclue en conciliation
Agropur Coopérative	Syndicat des salariés(es) de la fromagerie (CSD)	Grève	2021-12-13 / 2022-07-24	17	2022-06-29	2022-08-07	sans objet	2022-10-11	Entente conclue en conciliation

Autobus Tremblay & Paradis inc.[3]	Syndicat des employés du transport scolaire Tremblay et Paradis (CSN)	Grève	2023-01-13	11	2023-01-30	2023-03-12	2023-01-30 au 2023-02-05 / 2023-02-13 au en cours	sans objet	en cours
Automobiles de Stuttgart inc.	Syndicat national des employés de garage du Quebec Inc.	Grève	2021-08-12	3	2021-11-25	2022-05-19	sans objet	2022-05-20	Entente conclue en conciliation
Bois Chic-Chocs	Syndicat des employés de Bois Chic-Chocs (Unifor, section locale 299)	Grève	2022-07-20	14	2022-11-04	2023-12-02	sans objet	2022-12-20	Entente conclue en conciliation
Bridor inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs des Produits Bridor - CSN	Grève et lock-out	2021-09-21	11	2022-04-25	2022-07-10	sans objet	2022-12-14	Entente conclue en conciliation
Casavant Frères. S.E.C.	Syndicat des employés de Casavant Frères (CSD)	Grève	2022-03-15	5	2022-05-12	2022-05-16	2022-05-12 et 2022-05-16	2022-07-06	Entente conclue en conciliation
Centrale des syndicats du Québec	Syndicat des conseillères et conseillers de la CSQ (SCC-CSQ)	Grève	2022-04-14	5	2022-04-11	2022-04-13	le 2022-04-11 ET le 2022-04-13	2022-07-06	Entente conclue en conciliation

Centre de Communication Santé Estrie[4]	Syndicat des RMU de l'Estrie - CSN	Grève	2022-08-31	1	2022-06-17	2023-02-19	2022-06-17 au 2022-09-06 / 2022-09-17 au 2023-02-19	sans objet	en cours
Chemtrade Chemicals Canada Ltd	Syndicat des travailleuses et des travailleurs des Produits performants General Chemical - CSN	Grève	2022-11-08	1	2023-01-05	2023-01-09	sans objet	2023-02-13	Entente conclue en conciliation
Collège Notre-Dame	Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau, section locale 574 SEPB CTC-FTQ	Grève	2022-11-22	7	2023-01-13	-	sans objet	sans objet	en cours
Compagnie WestRock du Canada Corp.	Unifor (FTQ)	Grève et lock-out	2022-11-28	3	2022-11-29	2022-12-06	sans objet	2022-12-15	Entente conclue en conciliation
Coopplus Coopérative agricole Champlain Laviolette	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Coopplus (CSN)	Grève	2022-04-01	3	2022-05-14	2022-05-14	sans objet	2022-06-29	Entente conclue en conciliation
Corporation d'Urgences-santé	Syndicat des employé-e-s d'Urgences-santé (CSN)	Grève	2022-06-14	10	2022-06-17		2022-06-17 au 2022-09-06 et 2022-09-17 au -	sans objet	en cours

Corporation d'Urgences-santé[5]	Syndicat du personnel de soutien de la C.U.S. - CSN	Grève	2022-06-14	7	2022-09-20	2022-09-27	sans objet	2022-11-30	Entente conclue en conciliation
Corporation internationale Masonite	Syndicat Unis-Portes Mégantic (CSD)	Grève et lock-out	2023-02-16	1	2023-02-17	-	sans objet	sans objet	en cours
CPE de la Vallée	Syndicat des travailleuses en CPE région Laurentides	Grève	2022-06-21	2	2022-06-09	2022-07-11	2022-06-09 et 2022-06-14 au 2022-06-17 et 2022-06-21 au 2022-06-23 et 2022-07-11	2022-07-12	Entente conclue en conciliation
CPE Le petit équipage	Syndicat des travailleuses en CPE région Laurentides	Grève	2022-06-03	1	2022-05-31	2022-05-31	sans objet	2022-06-15	Entente conclue en conciliation
Delpharm Boucherville Canada inc.	Teamsters Québec Local 1999	Grève	2022-05-02	5	2022-05-25	2022-06-26	sans objet	2022-07-20	Entente conclue en conciliation
Distributions 20-20 inc.	Fédération du commerce (FC - CSN)	Grève	2022-06-28	10	2022-11-23	2022-11-23	sans objet	2023-02-14	Entente conclue en conciliation
Emballages Mitchel-Lincoln ltée Division Cavendish	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Mitchel-Lincoln Cavendish - CSN	Grève et lock-out	2022-09-30	1	2022-09-26	2022-10-06	sans objet	2022-10-30	Entente conclue en conciliation

Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal (Cimetière Notre-Dame-des-Neiges)	Syndicat des employé-e-s de bureau du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges - CSN	Grève	2021-02-02	11	2022-07-19	-	2022-07-19 / 2022-09-20 à en cours	sans objet	en cours
Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal (Cimetière Notre-Dame-des-Neiges)	Syndicat des travailleuses et travailleurs du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges - CSN	Grève	2020-10-22	12	2023-01-12	-	sans objet	sans objet	en cours
Glencore Canada Corporation Mine Raglan	Syndicat des Metallos section locale 9449	Grève	2022-05-26	7	2022-05-28	2022-09-09	sans objet	2022-09-11	Entente conclue en conciliation
Groupe CRH Canada inc.	Unifor. section locale 177	Lock-out	2021-02-16	63	2021-06-04	2022-10-06	sans objet	2022-10-06	Entente conclue en conciliation
Ikea Canada Limited Partnership	Syndicat d'Ikea Montreal (CSN)	Grève	2022-05-18	4	2022-05-27	2022-05-28	sans objet	2022-06-16	Entente conclue en conciliation
Industries Mailhot inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs des Industries Mailhot - CSN	Grève	2022-01-21	0	2022-02-21	2022-04-05	sans objet	2022-03-31	Entente conclue en conciliation

La Coop Novago	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Coop Lanaudière CSN	Grève	2019-12-20 / 2020-09-29	6	2021-08-13	2023-01-17	sans objet	2023-02-13	Entente conclue en conciliation
Les Viandes Du Breton inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs Viandes du Breton (CSN)	Grève	2022-06-06	3	2022-04-25	2022-07-17	sans objet	2022-07-14	Entente conclue en conciliation
Loblaws inc., faisant affaire sous Provigo	Syndicat des salariés de marches d'alimentation de la MRC du Granit (CSD)	Grève	2022-06-22	5	2022-07-22	2022-12-07	sans objet	2022-12-09	Entente conclue en conciliation
Mecar Metal Inc.	Syndicat des Métallos. section locale 9414	Grève	2022-09-08	2	2022-09-01	2022-09-21	sans objet	2022-09-19	Entente conclue en conciliation
Milieu du préhospitalier	Milieu du préhospitalier	Grève	2022-01-18	9	2022-03-16	2022-10-07	sans objet	2022-12-01	Entente conclue en conciliation
Différents employeurs	Différents syndicats (42 accréditations)								
Molson Canada 2005	Teamsters Québec. local 1999	Grève	2022-01-26	5	2022-03-25	2022-06-13	sans objet	2023-02-20	Entente conclue en conciliation
Montour ltée	Syndicat des employe-e-s de la Cie Montour - CSN	Grève	2022-06-23	4	2022-06-15	2022-08-08	sans objet	2022-09-03	Entente conclue en conciliation

Nova Bus inc.	FTQ	Grève	2022-06-03	5	2022-06-03	2022-07-15	sans objet	2022-07-28	Entente conclue en conciliation
Produits forestiers Petit Paris inc.	Syndicat des travailleurs de la scierie Petit-Paris - CSN	Grève	2022-07-08	2	2022-07-07	2022-07-07	sans objet	2022-08-03	Entente conclue en conciliation
Rolls-Royce Canada limitée	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Rolls-Royce Canada - CSN	Grève et lock-out	2022-02-14	15	2021-11-16	2022-09-01	sans objet	2033-09-23	Entente conclue en conciliation
Saint-Augustin Canada électrique inc.	Syndicat des travailleurs de Saint-Augustin Canada électrique (CSN)	Grève	2022-04-28	2	2022-04-21	2022-04-21	sans objet	2022-06-21	Entente conclue en conciliation
Services Préhospitaliers Paraxion inc.[6]	Fraternité des travailleurs et travailleuses du préhospitalier du Québec-SCFP 7300	Grève	2022-04-13	8	2022-05-18	2022-12-23	sans objet	2023-02-01	Entente conclue en conciliation

Sobeys Capital incorporated	Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce Section locale 501	Grève	2021-12-22	1	2022-02-07	2022-05-09	sans objet	2022-07-06	Entente conclue en conciliation
Société de transport de Lévis	Fédération des employées et employés de services publics - (FEESP - CSN)	Grève	2022-09-16	39	2022-11-14	2023-02-24	2022-11-14 / 2023-01-23 au 2023-01-28 / 2023-02-13 au 2023-02-24	2023-02-24	en cours
Société d'habitation et de développement de Montréal	Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal (SCFP. 301)	Grève	2021-09-10	0	2021-12-08	2022-04-04	sans objet	2022-01-31	Intervention conclue sans entente après la phase de médiation obligatoire
Société en commandite Villa d'Alma	Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement privés de la région Saguenay - Lac-Saint-Jean (CSN)	Grève	2022-10-25	3	2022-12-07	sans objet	sans objet	sans objet	en cours

SOS violence conjugale	Syndicat du personnel des organismes communautaires (SPOC-CSQ)	Grève	2021-03-22 / 2022-03-25	9	2022-07-23	2022-07-23	sans objet	sans objet	en cours
SSQ. Société d'assurance-vie inc.	Syndicat des employés de bureau de SSQ Vie (CSN)	Grève	2022-02-04	3	2022-02-21	2022-04-13	sans objet	2022-04-28	Entente conclue en conciliation
SSQ. Société d'assurance-vie inc.	Syndicat des salarié-e-s de SSQ Société d'assurances générales (CSN)	Grève	2022-02-04	3	2022-03-24	2022-04-13	2022-04-04 au 2022-04-06 / 2022-04-11 au 2022-04-13	2022-04-28	Entente conclue en conciliation
Transervice Lease Co.	Unifor	Grève	2022-02-18	5	2022-10-26	2022-12-07	sans objet	2022-12-07	Entente conclue en conciliation
Université Laval	Syndicat des professeurs et professeures de l'Université Laval	Grève	2023-01-23	21	2023-02-20	sans objet	sans objet	sans objet	en cours

Urigo Hotels Tremblant II, ULC	Syndicat des travailleurs(euses) de la Station Mont-Tremblant (CSN)	Grève et lock-out	2022-08-17	5	2022-08-13	2022-12-09	2022-08-13 / 2022-08-17 au 2022-08-24 / 2022-08-26 au 2022-12-09	2023-12-09	Entente conclue en conciliation
Ville de Sorel-Tracy	Syndicat des employé-es municipaux de la Ville de Sorel-Tracy - CSN	Grève	2023-01-24	1	2022-12-07	2023-01-10	2022-12-15 au 2022-12-17 / 2023-01-09 au 2023-01-10	sans objet	en cours

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-16

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-17

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages ou de scénarios ou de projections concernant une refonte du Code du travail pour 2022-2023.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-18

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte de la loi sur les normes du travail. Liste des rencontres et des consultations.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, il n'y a pas eu d'études, d'analyse, recherches sondages, scénarios ou projections concernant une refonte de la loi sur les normes du travail.

SOURCE : BSMA-Relations du travail/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-19

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, Il n'y a pas eu d'études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés et aucune rencontre ou consultation n'a eu lieu.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION :

DATE : 3 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-20

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations.

Exposé et statistiques :

Le ministre du Travail a annoncé, le 1^{er} février 2022, la mise sur pied d'un comité composé d'expertes chargé d'analyser les recours en matière de harcèlement sexuel et d'agressions à caractère sexuel, mettant en œuvre la recommandation 138 du rapport *Rebâtir la confiance*. Le rapport du comité de travail, initialement prévu en décembre 2022, a été déposé au ministre le 10 mars 2023. Il s'agit d'un rapport volumineux contenant de nombreuses recommandations. Le ministre entend en prendre connaissance et le rendre public par la suite.

Au total, 7 séances de consultations publiques se sont tenues au cours du printemps et de l'automne 2022. Le comité a rencontré 30 groupes au cours de ces séances, dont 12 organismes communautaires, 8 centrales syndicales, 1 ordre professionnel, 8 groupes patronaux et 1 organisme public. Outre ces groupes, le comité a également entendu le témoignage de 4 travailleuses individuelles.

En date du 28 février 2023, une somme de 362 606 \$ a été allouée pour la réalisation du mandat du comité.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, il n'y a pas eu de nouvelles études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-22

Titre : Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée le 19 janvier 2023:

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_rev-sal-min-2023_MTRAV.pdf

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum.

Exposé et statistiques :

Le [lien](#) vers l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum fourni dans le cadre de la question précédente prend en compte les différents paramètres sociaux et économiques associés à l'augmentation du salaire minimum.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_rev-sal-min-2023_MTRAV.pdf

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-24

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, une analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée le 19 janvier 2023, laquelle présente les augmentations respectives prévues au 1^{er} mai 2023 pour le taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de framboises et pour le taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de fraises :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_rev-sal-min-2023_MTRAV.pdf

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-26

Titre :

Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

**Évolution du personnel régulier
ayant le corps d'emploi conciliateur/médiateur¹**

Conciliateur/médiateur	2022-2023 (au 22 février 2023)
Nombre de conciliateur/médiateur	26

¹ Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 23 février 2023 (effectifs en lien d'emploi au 22 février 2023).

À noter qu'aucun employé occasionnel n'était conciliateur/médiateur au 22 février 2023.

SOURCE : Direction générale des ressources humaines - MESS

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-27

Titre :

Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Moyenne du nombre de dossiers traités par médiateur-conciliateur pour 2022-2023

	2022-2023 ²
Médiateurs-conciliateurs ¹	26
Dossiers traités ³	770 ⁴
Dossiers par médiateur-conciliateur	29,62 ⁴

¹ Il s'agit du nombre de médiateurs-conciliateurs en fonction en date du 28 février 2023.

² Pour la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023.

³ Il s'agit des dossiers conclus et des dossiers en cours.

⁴ Il s'agit d'une donnée préliminaire.

SOURCE :

BSMA-Relations du travail et politiques
Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations
du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

2023-03-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-28

Titre :

Depuis décembre 2015, nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023*, 5 dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* ont fait l'objet d'un suivi :

- 1 avis d'entente
- 4 dossiers en arbitrage

* Données au 28 février 2023.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-29

Titre :

Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a. la nature ou l'objet du contrat ;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autres) ;
- c. une copie du contrat ;
- d. une copie du résultat ;
- e. le coût du contrat.

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la réponse de la question 6 des renseignements généraux.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

Titre :

Liste des projets informatiques depuis 10 ans :

- a) évolution des coûts pour chacun des dossiers ;
- b) nombre de consultants externes et coûts associés ;
- c) indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2022-2023), pour l'informatique et les technologies de l'information ;
- d) préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du ITQ).

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail n'a aucun projet informatique qualifié pour l'étude de crédit 2023-2024.

SOURCE : Direction générale des ressources informationnelles
COLLABORATION : Secrétariat du travail
VALIDATION :
DATE : 2023-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-31

Titre :

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, il n'y a pas eu de rapport, de document ou d'étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-32

Titre :

État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Les recommandations pertinentes touchant le ministère du Travail ont été mises en œuvre par la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau, sanctionnée le 31 mai 2018. Il n'y a plus d'état de situation produit depuis ce temps.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION :

DATE : 3 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-33

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Aucunes sommes n'ont été dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations au cours de l'exercice 2022-2023

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
Direction des politiques du travail

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION :

DATE : 2023-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-34

Titre :

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

Exposé et statistiques :

Voir la réponse à la question RP-35.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION :

DATE : 2023-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-35

Titre :

État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

État de situation relatif au suivi du rapport du Comité de vigie :

- Recommandation 1 (poursuite d'une activité de vigie) : la Commission de la construction du Québec (CCQ) effectue une vigie continue du Carnet référence construction (CRC) et doit annuellement produire un rapport.
- Recommandations 3, 4 et 5 (les femmes et la discrimination) : le Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction 2015-2024 (PAEF) est entré en vigueur en 2015.
- Recommandations 6 et 7 (disponibilité des salariés) : la CCQ peut désormais fournir aux salariés un historique de référence et les employeurs auxquels ils ont été référés.
- Recommandation 8 (avis d'embauche et mises à pied; fonctionnalités du CRC) : la CCQ offre le service personnalisé de deuxième ligne aux employeurs pour les demandes multiples.
- Recommandation 9 (avis d'embauche et mises à pied; comité paritaire d'utilisateurs) : le Forum Service à la clientèle a été mis en place par la CCQ pour toutes discussions visant le CRC et pour traiter les difficultés rencontrées.
- Recommandation 10 (profil professionnel et CV) : La CCQ a procédé à une optimisation du profil professionnel.
- Recommandations 14 et 15 (codes d'éthique) : le Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre a informé tous les titulaires de permis de la nécessité de désigner un responsable de l'application de leur code d'éthique.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-36

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Aucune somme n'a été dévolue au cours de l'exercice 2022-2023.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
Direction des politiques du travail

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION :

DATE : 3 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-38

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023, aucune mesure ou somme n'a été engagée par le Secteur du travail du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) jusqu'au 20 octobre 2022 ni par le ministère du Travail (MTRAV) à compter du 21 octobre 2022 pour prévenir et lutter spécifiquement contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones. Aussi, soulignons que :

- Le MTRAV est partenaire de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance (ci-après la Stratégie).
 - o Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) assure la coordination de la Stratégie.
 - o Le ministère du Travail est responsable de la recommandation 46, soit de constituer un comité de travail chargé d'étudier le traitement des agressions sexuelles et du harcèlement sexuel survenus en contexte de travail.
 - o Le 1^{er} février 2022, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé la mise sur pied d'un comité composé d'experts chargé d'étudier la question. Le rapport du comité intitulé *Mettre fin au harcèlement sexuel dans le cadre du travail : Se donner les moyens pour agir* a été remis au ministre du Travail le 10 mars 2023.
 - o Il s'agit d'un rapport volumineux contenant de nombreuses recommandations. Le ministre entend en prendre connaissance et le rendre public par la suite.
- Les actions qui découlent de la Stratégie sont déployées au bénéfice de l'ensemble de la population du Québec, y compris les Premières Nations et les Inuits.
- Afin d'apporter des réponses concrètes et mieux adaptées aux réalités en milieu autochtone, le gouvernement préconise une intervention distincte qui prend en considération les particularités et les différences, notamment culturelles et sociologiques, propres aux Premières Nations et aux Inuits.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-39

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.

Exposé et statistiques :

Le ministère du Travail est partenaire de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale intégrée pour contrer la violence sexuelle, la violence conjugale et Rebâtir la confiance. Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) assure la coordination de la Stratégie. Le ministère du Travail est responsable de la recommandation 46, soit de constituer un comité de travail chargé d'étudier le traitement des agressions sexuelles et du harcèlement sexuel survenus en contexte de travail.

Le 1^{er} février 2022, le ministre du Travail a annoncé la mise sur pied d'un comité composé d'expertes chargé d'étudier la question. Le rapport du comité, dont le dépôt était initialement prévu en décembre 2022, a été déposé au ministre le 10 mars 2023. Il s'agit d'un rapport volumineux contenant de nombreuses recommandations. Le ministre entend en prendre connaissance et le rendre public par la suite.

Au 28 février 2023, une somme de 362 606 \$ a été versée par le ministère du Travail pour la réalisation du mandat du comité.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-40

Titre :

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

Exposé et statistiques :

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum présente certains renseignements selon les sexes :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_rev-sal-min-2023_MTRAV.pdf

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-41

Titre :

État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Voir la réponse fournie à la question RP-32.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION :

DATE : 3 mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-42

Titre :

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquez si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

Exposé et statistiques :

Il n'a pas été suggéré par le Secrétariat à la Condition féminine de produire une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum.

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum présente certains renseignements selon les sexes :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_rev-sal-min-2023_MTRAV.pdf

Concernant les sommes et les ETC dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques

VALIDATION :

DATE : 2023-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-43

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Voir la réponse fournie à la question RP-33.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION :

DATE : 2023-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-44

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Voir la réponse fournie à la question RP-36.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION :

DATE : 2023-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-45

Titre :

État d'avancement concernant des modifications législatives pour encadrer le travail bénévole dans le secteur de la construction.

Exposé et statistiques :

Le Règlement sur les travaux bénévoles de construction est entré en vigueur le 23 novembre 2017.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Direction des politiques du travail

COLLABORATION : S.O.

VALIDATION :

DATE : 2023-03-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-46

Titre :

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.

Exposé et statistiques :

2022-2023 - Avis demandés

- Consultation du CCTM concernant la nomination de 6 nouveaux membres au Tribunal administratif du travail
(Avis demandés les 2 et 5 mai 2022 et transmis le 12 mai 2022)
- Avis du CCTM concernant le travail des enfants et l'âge légal pour travailler (avis préliminaire)
(Avis demandé le 1^{er} juin 2022 et transmis le 8 juin 2022)
- Avis du CCTM concernant le travail des enfants au Québec (avis final)
(Avis demandé le 1er juin 2022 et transmis le 8 décembre 2022)
 - Avis rendu public le 14 décembre 2022.
 - https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/cctm/Avis/AV_travail-enfants_MTRAV.pdf
- Consultation du CCTM concernant la nomination de 2 nouveaux membres au Tribunal administratif du travail
(Avis demandé le 16 février 2023 et transmis le 24 février 2023)

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels. Si un avis est rendu public, la date est indiquée.

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-47

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.

Exposé et statistiques :

2022-2023

- Avis à l'initiative du CCTM concernant les modes alternatifs de règlement des différends et la gestion de l'audience en arbitrage des griefs
(Avis approuvé le 9 juin 2022 et transmis le 10 juin 2022)

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels. Si un avis est rendu public, la date est indiquée.

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-48

Titre :

Liste et copie des avis réalisés par le CCTM au cours des cinq dernières années en lien avec la modernisation du régime de santé et de sécurité du travail.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

Le CCTM n'a produit aucun avis sur cette question en 2022-2023.

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-49

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte.

Exposé et statistiques :

2022-2023

Plainte traitée : 1

Décision rendue : 1 dossier fermé

Cas en délibéré : 0

La plainte traitée avait pour objet : facturation (dossier fermé)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2023-03-07

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-50

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis cinq ans. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants :

- a) nom et l'adresse de l'entreprise ;
- b) date de l'avis ou de la fermeture ;
- c) type ou le secteur d'activité de l'entreprise;
- d) nombre total d'employés de l'entreprise;
- e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

Les listes mensuelles des avis de licenciements collectifs soumis au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2022-2023 sont disponibles sur internet à l'adresse suivante : <https://www.travail.gouv.qc.ca/publications/liste-par-themes/licenciements-collectifs/>

SOURCE : Secteur de l'emploi - MESS
COLLABORATION : S.O.
VALIDATION: S.O
DATE : 1^{er} mars 2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-51

Titre :

Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.

Exposé et statistiques :

Liste des dépenses de fonctionnement du BEM pour 2022 (année civile)

Catégories de dépenses	Dépenses 2022
Services de transport, de communication et autres postes	92 560 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 521 688 \$
Location de meubles	502 \$
Location de biens immeubles	441 470 \$
Fournitures et équipements	71 389 \$
Investissement	292 749 \$
Total	2 420 358 \$

SOURCE :

BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale –

COLLABORATION :

Service des Budgets d'Administration et du Coût de revient – Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

VALIDATION :

DATE :

2023-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-52

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis cinq ans et prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) n'a pas de bureaux régionaux.

Le BEM dispose de deux (2) bureaux avec personnel administratif et salles d'examen : l'un à Montréal et l'autre à Québec.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2023-03-23

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-53

Titre :

Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais de traitement au cours des cinq dernières années.

Exposé et statistiques :

Au 28 février 2023 :

Nombre d'avis produits au BEM

Année civile	Nombre de dossiers
2022	8 700
2021	10 040
2020	7 214
2019	11 600
2018	8 554

Délais de traitement moyens

Année civile	Délai moyen d'évaluation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2022	112,0	21.7	133.7
2021	113.8	24.5	138.3
2020	124.7	15.7	140.4
2019	66.2	14.4	80.6
2018	54.9	13.3	68.2

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion – Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

DATE : 2023-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-54

Titre :

Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne compile aucune statistique au regard du nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-20

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-55

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Nombre de demandes reçues (avis demandés) au Bureau d'évaluation médicale (BEM), selon l'origine de la demande :

Année financière	CNESST	Employeur	Demandes conjointes CNESST et Employeur	Total
2022-2023	2531	7929	0	10460
	24,20%	75,80%	0,00%	100,00%

Source: DBEM0901b

2022-2023 : Données en date du 28 février 2023.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale –

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion – Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

DATE : 2023-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-56

Titre :

Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* depuis cinq ans, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

Exposé et statistiques :

Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par médecin et par spécialité.

Membres du BEM (2022-2023) – Ventilation par spécialité

Spécialités	Membres 2022-2023
Chirurgie générale	Gosselin, Michel
Chirurgie orthopédique	Beaumont Courteau, Maxime
	Beaumont, Pierre
	Boubez, Ghassan
	Carbery, Michael
	Daoud, Hany
	Dehmade, Faramarze
	Desautels, Charles
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
	Fraser, Myriam
	Gagnon, Sylvain
	Gaspard, Henry Servantes
	Godbout, Véronique
	Greenfield, Garry
	Isler, Marc
	Jodoin, Alain
	Labelle, Hubert
	Lemire, Luc
	Mac, Thien Vu
	Mac-Thiong, Jean-Marc
	Magalhaes Grave, Marc-André
	Michaud, Guillaume
	Nguyen, Hai
Perron, Odette	
Sepehr-Arae, Arash	
Valériote, Josée	
Wiltshire, David G.	
Chirurgie plastique	Léveillé, André
	Pépin, Marie-Ève
	Tremblay, Dominique
Dentiste	Grégoire, Manuel

Source: DBEM0901c2

Données en date du 28 février 2023.

Spécialités	Membres 2022-2023
Dentisterie	Giguère, Michel
	Valiquette, Marc
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre
	Drouin, Denis
	Guénard, Dominique
	Laberge, Janick
Médecine interne	Boubez, Walid
	Coiteux, Isabelle
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte
	Tinawi, Simon
Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan
	Demers, Jacques
	Giguère, Jean-François
	Godoy Pimenta, Newton Jose
	Malak, Ramez
	Martel, Philippe
	McLelland, Hans
	Michaud, Yzabel
	Moumdjian, Robert A.
	Séguin, Mario
Shedid, Daniel	
Neurologie	Turmel, André
	Yuh, Sung-Joo
	Masson, Hélène
Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.
	Mathieu-Millaire, Francine
	Robert, Marie-Claude
ORL/chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
	Rahal, Akram
Psychiatrie	Bouchard, Roch
	Calouche, Sonia
	Leblanc, Diane
	Montreuil, Jean-François
	St-André, Élise

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale –
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion –
 Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
DATE : 2023-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-57

Titre :

Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

**Nombre d'avis produits par les membres du BEM,
à la suite d'une évaluation du travailleur,
entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023**

Spécialités	Membres 2022-2023	Nb d'avis
Chirurgie générale	Gosselin, Michel	28
Chirurgie orthopédique	Beaumont Courteau, Maxime	18
	Beaumont, Pierre	33
	Boubez, Ghassan	46
	Carbery, Michael	31
	Daoud, Hany	322
	Dehnade, Faramarze	119
	Desautels, Charles	115
	Desloges, Danielle	250
	Duchesne, Robert	192
	Dufour, Marcel	356
	Fallaha, Michel	410
	Fournier, Karl	241
	Fraser, Myriam	54
	Gagnon, Sylvain	57
	Gaspard, Henry Servantes	
	Godbout, Véronique	12
	Greenfield, Garry	382
	Isler, Marc	
	Jodoin, Alain	239
	Labelle, Hubert	323
	Lemire, Luc	1
	Mac, Thien Vu	178
	Mac-Thiong, Jean-Marc	315
Magalhaes Grave, Marc-André	53	
Michaud, Guillaume	125	
Nguyen, Hai		
Perron, Odette	288	
Sepehr-Arae, Arash	245	
Valériote, Josée	10	
Wiltshire, David G.	23	
Chirurgie plastique	Léveillé, André	422
	Pépin, Marie-Ève	10
	Tremblay, Dominique	
Dentiste	Grégoire, Manuel	2

Source: DBEM0901c3

Données en date du 28 février 2023

Spécialités	Membres 2022-2023	Nb d'avis
Dentisterie	Giguère, Michel	10
	Valiquette, Marc	3
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre	35
	Drouin, Denis	68
	Guénard, Dominique	3
	Laberge, Janick	78
Médecine interne	Boubez, Walid	
	Coiteux, Isabelle	
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte	296
	Tinawi, Simon	8
Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan	97
	Demers, Jacques	392
	Giguère, Jean-François	15
	Godoy Pimenta, Newton Jose	64
	Malak, Ramez	175
	Martel, Philippe	35
	McLelland, Hans	236
	Michaud, Yzabel	174
	Moumdjian, Robert A.	280
	Séguin, Mario	73
	Shedid, Daniel	609
	Turmel, André	12
Yuh, Sung-Joo	397	
Neurologie	Masson, Hélène	23
Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.	8
	Mathieu-Millaire, Francine	3
	Robert, Marie-Claude	2
ORL/chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir	31
	Rahal, Akram	2
Psychiatrie	Bouchard, Roch	1
	Calouche, Sonia	4
	Leblanc, Diane	5
	Montreuil, Jean-François	19
	St-André, Élise	

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale –

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-58

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis cinq ans, par année financière et les prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

Ventilation des coûts de fonctionnement – 2022 (année civile)

Dépenses de fonctionnement	Dépenses 2022
Services de transport, de communication et autres postes	92 560 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 521 688 \$
Location de meubles	502 \$
Location de biens immeubles	441 470 \$
Fournitures et équipements	71 389 \$
Investissement	292 749 \$
Total	2 420 358 \$

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale

COLLABORATION : Service des Budgets d'Administration et du Coût de revient – Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

VALIDATION :

DATE : 2023-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-59

Titre :

Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis cinq ans, par année financière; fournir les prévisions pour 2023-2024.

Exposé et statistiques :

La direction du Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne comptabilise pas les heures travaillées par les membres. Le BEM répond aux demandes d'avis transmises par la CNESST.

Nombre de membres par spécialité

Spécialités	2022-2023
Chirurgie générale	1
Chirurgie orthopédique	30
Chirurgie plastique	3
Dentiste	1
Dentisterie	2
Médecine de famille	4
Médecine interne	2
Médecine physique et réadaptation	2
Neurochirurgie	13
Neurologie	1
Ophthalmologie	3
ORL et chirurgie cervico-faciale	2
Psychiatrie	5
Total	69

Données en date du 28 février 2023

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale –
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion –
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
DATE : 2023-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestation, depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Année financière	Nombre de demandes de la CNESST pour obtenir un avis sans contestation
2022-2023	463
2021-2022	457
2020-2021	471
2019-2020	698
2018-2019	724

Source : DBEM0901b

Donnée au 28 février 2023

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques/Bureau d'évaluation médicale –
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion –
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
DATE : 2023-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Ministère du Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-101

Titre :

Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, une liste des demandes d'arbitrage.

Exposé et statistiques :

En 2022-2023*, il n'y a eu aucune demande d'arbitrage pour des dossiers liés à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal. Les dossiers d'arbitrage en lien avec cette loi qui ont été traités en 2022-2023* ont été ouverts lors d'années antérieures.

* Données au 28 février 2023.

SOURCE : BSMA-Relations du travail et politiques
Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2023-03-30